

PREFECTURE DES HAUTES-ALPES

CABINET

Service Interministériel de Défense et de Protection Civile

Arrêté préfectoral n° 265

**OBJET** : Prescription de l'établissement d'un PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES sur la commune de MONTGENEVRE

Le PREFET des HAUTES-ALPES  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le code de l'urbanisme ;

VU la loi n° 87.565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation et à la prévention des risques majeurs et notamment ses articles 40.1 à 40.7 ;

VU la loi n° 92.3 du 03 janvier 1992 sur l'eau et notamment son article 16 modifié ;

VU la loi n° 95.101 du 02 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement et notamment son titre II afférent à la prévention des risques naturels ;

VU le décret n° 90.918 du 11 octobre 1990 relatif à l'exercice du droit à l'information sur les risques majeurs ;

VU le décret n° 91.461 du 14 mai 1991 relatif à la prévention du risque sismique ;

VU le décret n° 95.1089 du 05 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

VU l'avis en date du 4 février 98 du Directeur Départemental de l'Équipement chargé d'instruire le projet de plan ;

CONSIDERANT la nécessité de délimiter les terrains sur lesquels l'occupation ou l'utilisation du sol doit être réglementée du fait de leur exposition à un risque naturel ;

Sur proposition du Sous-Préfet de Briançon.

**ARRETE**

Article 1 : L'établissement du plan de prévention des risques est prescrit sur l'intégralité du territoire de la commune de MONTGENEVRE.

Article 2 : Les risques pris en compte sont les risques naturels d'inondations, sismiques, de mouvements de terrain, de chutes de blocs et d'avalanches.

Article 3 : La Direction Départementale de l'Equipement des Hautes-Alpes est chargée d'instruire et d'élaborer le plan de prévention.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à M. le Maire de la commune de MONTGENEVRE une mention en sera insérée dans deux journaux habilités et paraissant dans le département ; il sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

Article 5 : Des ampliations du présent arrêté seront adressées à :

- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt
- M. le Directeur du service interministériel de défense et de protection civile
- M. le Chef du service restauration des terrains en montagne.

Article 6 : MM. le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet de Briançon, le Directeur Départemental de l'Equipement et le maire de MONTGENEVRE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT à GAP, le 11 FÉV 1998

LE PREFET,

*Alain WALMETZ*

**Pour Ampliation**

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef du Service Interministériel  
de Défense et de Protection Civile

**André CALLETON**

